

The Big Truck That Went By, par Jonathan M. Katz

Un compte-rendu de lecture par
Jean-Marie Bourjolly

1. INTRODUCTION

The Big Truck That Went By, c'est le titre d'un ouvrage qui vient de paraître sous la plume de Jonathan M. Katz, correspondant de l'Associated Press en Haïti au moment du tremblement de terre, dans lequel il décrit, comme indiqué par le sous-titre, « comment le monde est venu pour sauver Haïti et a laissé après lui un désastre ».

Cette déclaration paraît surprenante quand on considère l'extraordinaire mobilisation de la communauté internationale en réponse à la catastrophe du 12 janvier 2010 et la générosité sans précédent de millions de personnes à travers le monde, qui ont donné plus d'un milliard de dollars à la Croix-Rouge internationale et deux autres milliards à une multitude d'organisations non gouvernementales (ONG) pour venir en aide aux sinistrés.

Toutefois, « l'immense dose de talent, d'argent et de bonne volonté mis en œuvre en réponse au tremblement de terre a laissé un héritage qui ne manque pas d'ironie. Ayant cherché par-dessus tout à prévenir les émeutes, assurer la stabilité et prévenir les maladies, on a contribué à créer des émeutes, on a miné la stabilité du pays, et selon toute évidence, on y a causé l'apparition d'une maladie¹ ». Une maladie qui « probablement ne s'en ira jamais ».

Et Katz de préciser qu'à la fin de l'année 2010, Haïti était aux prises avec trois crises : « Près d'un million de personnes toujours sans abri ; des émeutes politiques alimentées par la

frustration consécutive à la paralysie de la reconstruction ; et la pire épidémie de choléra de l'histoire récente. » De fait, « des milliers de personnes avaient été tuées par une maladie dont l'introduction dans le pays était presque certainement due à la grossière négligence des soldats des Nations Unies, qui refusaient de reconnaître leurs responsabilités ».

Comment en est-on arrivé là ?

Par une combinaison :

(i) de promesses non tenues : « Plus des deux tiers des fonds promis pour les deux premières années suivant le séisme – plus de trois milliards – non encore déboursés, incluant presque 90 % de l'argent promis par les États-Unis pour 2010. » Un an après le tremblement de terre et après neuf mois de paralysie de la reconstruction, « les pays donateurs ne voulaient pas discuter de leur échec à honorer leurs engagements financiers ».

(ii) d'argent mal utilisé : « Où est passé l'argent ? La plus grande partie de l'argent n'est jamais arrivée. Mais les pays donateurs ne semblaient pas vouloir en parler. Il était plus facile de faire porter le blâme par le gouvernement haïtien. » Quant aux groupes d'aide, « ils préféraient ne pas discuter du montant d'argent dépensé ni de la façon dont il l'avait été ».

(iii) de coordination inadéquate : « Le mandat de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti est arrivé à son terme [...] Elle n'a été remplacée ni par un autre organisme national ni par quoi que ce soit d'autre. Un examen de ses activités entrepris en avril 2011 par le U.S. Government

1. Toutes les citations du livre sont des traductions libres de l'auteur.

Accountability Office a trouvé que la commission manquait de personnel et “n’était pas pleinement opérationnelle” ; le rapport dit aussi qu’elle ne s’était pas acquittée de sa tâche principale de coordination avec le gouvernement haïtien de façon adéquate [...].»

(iv) d’actions désordonnées sans direction précise : « Le manque d’argent joint à l’urgence a eu pour résultat que des mois ont été perdus en chicaneries à propos de titres de propriété, de partage des tâches, de localisation de dépotoirs pour les débris, et à se rejeter la responsabilité des erreurs commises. »

2. REPORTAGE, TÉMOIGNAGE, ANALYSE ET COMPTE-RENDU PERSONNEL

Katz a vécu un an et demi en République dominicaine, puis trois ans et demi en Haïti. Au moment du tremblement de terre, il attendait son affectation pour l’Afghanistan, mais il a accepté de demeurer en poste en Haïti jusqu’en 2011.

Le livre de Katz est à la fois reportage, témoignage, analyse et compte-rendu personnel. Ces différents points de vue se croisent et se combinent à l’intérieur d’une structure narrative à la fois complexe et efficace. Je me suis efforcé de les séparer pour les besoins de cet exposé ; j’ai notamment regroupé dans la section 4, dédiée à l’aide humanitaire et à la reconstruction proprement dite, l’essentiel des réflexions de Katz sur ces sujets.

a) Témoin du tremblement de terre

Katz raconte son expérience du tremblement de terre et des huit heures qui ont suivi. Il raconte comment il est sorti indemne de la maison où il se trouvait, avec l’aide de son « guide touristique, chauffeur, traducteur, organisateur d’entrevues, passeur de culture et garde du corps » et aussi ami, Evens Sanon ; comment il s’est retrouvé d’emblée avec une « identité fourchue : journaliste responsable de faire sortir l’information aussi vite que possible, et survivant essayant de comprendre ce qui venait juste de se passer » ; et comment les exigences de son métier ont dû s’accorder avec celles de la vie qui se poursuivait malgré tout.

b) Une spirale de dépendance, d’appauvrissement et de dégradation écologique

Le tremblement de terre ne s’est pas produit dans un vacuum. Katz fait un rapide survol de l’évolution d’Haïti depuis sa création géologique, il y a quelque soixante millions d’années, jusqu’à l’année 2012. Il pointe du doigt les dommages causés à l’économie haïtienne, avant le tremblement de terre, par l’application des programmes dits d’ajustement structurel, que les économistes ont qualifiés de « thérapie de choc ». En

particulier, on faisait valoir que les Haïtiens avaient intérêt à acheter le riz produit aux États-Unis à meilleur coût plutôt que de consommer celui qu’ils produisaient eux-mêmes, et que leur avantage comparatif tiendrait à leur empressement à travailler dans des usines d’assemblage à faible salaire. Katz souligne qu’« en préparation au retour d’Aristide – d’aucuns disent en échange de ce retour – son gouvernement en exil acquiesça à un tel programme, dont les auteurs appartenaient à un groupe qui incluait la Banque mondiale, l’USAID et l’Organisation des États américains [...] Jean-Claude Duvalier avait accepté de réduire progressivement les tarifs qui protégeaient Haïti. Aristide les avait réduits à néant, et la nourriture importée est arrivée comme une inondation. »

Tout cela s’est fait au nom de la liberté de commerce. Mais « il ne s’agissait pas vraiment de “commerce libre” : le riz américain était meilleur marché parce que les fermiers américains pouvaient compter sur des subsides gouvernementaux d’une valeur moyenne d’un milliard par année. Le riz américain subventionné, produit en grande partie dans l’État de l’Arkansas dont Clinton est originaire, s’est emparé du marché haïtien ».

Katz montre comment Haïti est entrée alors dans un cercle vicieux de dépendance accrue, d’appauvrissement aggravé et de dégradation écologique accélérée. De producteurs qu’ils étaient, les planteurs de riz sont devenus consommateurs et ont été acculés à la faillite. « Des paysans ont coupé leurs derniers arbres pour en faire du charbon de bois à vendre. D’autres ont déraciné des plantes aux longues racines qui stabilisaient le sol et ont planté à leur place des haricots au rendement rapide, mais aux racines courtes, accélérant ainsi les glissements de terrain et les inondations. Davantage de personnes se sont enfuies vers la capitale. Mais les usines de vêtements à propriété étrangère avaient déjà fermé leurs portes et déménagé ailleurs [...] Le gouvernement n’avait pas d’autre choix que de continuer à permettre des importations suffisamment bon marché pour qu’on puisse les acheter. Cela a forcé la fermeture d’autres fermes, créant ainsi davantage de pauvreté. Cela, à son tour, a poussé davantage de gens à s’établir en ville, ce qui signifie qu’encore davantage de gens avaient besoin d’acheter du riz étranger à bon marché pour survivre. »

c) Des signes annonciateurs de la catastrophe et de ses suites

Le livre s’ouvre sur un prologue centré autour de l’écroulement du Collège La Promesse évangélique survenu le 7 novembre 2008, qui avait soulevé beaucoup d’émotion à l’époque, et que l’on peut voir, rétrospectivement, comme une annonce des destructions massives et des innombrables pertes de vie que devait entraîner le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Car, dans un cas comme dans l’autre, l’ampleur des dégâts s’explique d’abord par la mauvaise qualité des matériaux ►

utilisés et par la construction anarchique d'immeubles érigés contre tout bon sens et au mépris de toute norme, de tout code d'ingénierie. La réponse humanitaire aux quatre ouragans qui ont précédé de peu l'écroulement du collège annonce aussi celle qui suivra le 12 janvier : des promesses non tenues de projets d'ingénierie et d'investissements à long terme pour prévenir la répétition de telles catastrophes, et de fonds dont une partie seulement sera déboursée et s'envolera pour une bonne part en « rapports, projets pilotes et frais généraux ».

Le chapitre 2 conclut avec un rappel du tremblement de terre de mai 2005, d'une magnitude de 4,3 sur l'échelle de Richter, qui aurait pu servir d'avertissement. Katz dit que *Le Nouvelliste* lui accorda 57 mots, « notant qu'il n'y avait pas eu de dommages et offrant peu d'information de la part du gouvernement intérimaire ». Mais « quelques jours plus tard, l'ambassade américaine envoya un mémo plus détaillé à Washington. Un diplomate anonyme écrivit que cette secousse était un rappel qu'un désastre catastrophique était possible à la capitale. [...] La conclusion du mémo était que "la dernière chose dont Haïti a besoin, c'est d'un tremblement de terre" ».

d) Évacuation sanitaire

Katz était aussi un rescapé du tremblement de terre et un sinistré. Il avait, comme tant d'Haïtiens, perdu des amis et des connaissances. Et, comme tous les autres rescapés, il a dû s'habituer à ne pas paniquer à chaque secousse et s'efforcer de combler ses besoins les plus élémentaires, grâce à quoi il a pu tenir le coup. Le jour où il apprit qu'un de ses amis avait péri à l'hôtel Christopher et que la fiancée de celui-ci avait besoin d'être entourée, il s'étonna de n'avoir su ni l'aider ni pleurer sa propre perte. « Ce jour-là, je suis simplement passé à autre chose. Était-ce l'énormité du désastre ? » Toujours est-il qu'il dut, au bout de quelques semaines, lâcher cette grosse histoire, « la plus grosse à avoir jamais croisé [sa] vie professionnelle », pour s'accorder quelques jours de répit dans la ville où il avait grandi : voir ses parents, se défouler sur son piano, consulter une psychologue pour ne pas donner prise au syndrome post-traumatique.

e) Un cadeau empoisonné dont on ne pourra pas se défaire

Le chapitre 11 (intitulé *A Gut Feeling*) est consacré à l'apparition du choléra, à son développement et à ses conséquences, mais aussi à son origine et aux efforts déployés par les Nations Unies pour nier et dissimuler le fait que l'introduction du *Vibrio cholerae* par leur propre personnel est due à leur négligence. Katz ne se contente pas de rapporter ce dont il a été lui-même témoin en ce qui a trait à la contamination de la rivière Meille à partir du camp de la MINUSTAH occupé par le contingent népalais. Il décrit les manœuvres entreprises par les Nations Unies et par « ceux qui cherchaient à les protéger

– l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Center for Disease Control (CDC), des journalistes complaisants, des travailleurs humanitaires et des diplomates qui dépendaient des Nations Unies pour leur protection sur le terrain – », pour faire diversion en prétendant que l'origine du virus était sans importance. Il montre comment, au contraire, la norme, telle que définie d'ailleurs par l'OMS et le CDC eux-mêmes, est de s'efforcer de déterminer l'origine d'une épidémie, choléra ou autre, non seulement pour comprendre comment c'est arrivé, mais aussi pour pouvoir mieux la circonscrire et prévenir sa réapparition. Selon Katz, dans ce cas-ci, « une raison pour ne pas mener d'enquête sur l'origine du choléra en Haïti était que cette origine était déjà connue ». On la connaissait et on se refusait à l'identifier de manière officielle.

Katz analyse le rapport préparé par des experts du choléra à la demande des Nations Unies et éclaire le tour de passe-passe par lequel, dans leurs conclusions, des *facteurs* locaux de *propagation* sont présentés comme des « *causes* du déclenchement de l'épidémie ».

« Tout le monde a perdu une occasion d'obtenir une réponse scientifique qui aurait pu calmer la frayeur des gens et faire avancer la lutte contre la maladie, et les puissantes nations qui travaillent en Haïti ont perdu l'occasion de démontrer aux Haïtiens qu'elles prennent leurs vies et leur bien-être au sérieux autant que les leurs. »

f) Convulsions démocratiques

Katz expose sur trois chapitres les grandes manœuvres nationales et internationales de la campagne électorale de 2010 qui ont débouché ultimement sur l'élection de Michel Martelly à la présidence de la République.

3. OÙ EST PASSÉ L'ARGENT DE LA RECONSTRUCTION ?

Des millions de personnes se sont demandé où, selon les mots de Katz, sont passés les vingt dollars qu'elles ont versés en dons. Le Bureau de l'envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti indique que 16,3 milliards de dollars ont été donnés ou promis. « On a supposé – autant dans les camps de Port-au-Prince que dans les salons nord-américains – que si l'argent n'a pas fait une différence sur le terrain, c'est que quelqu'un l'a volé. » Et l'on a évoqué la corruption du gouvernement haïtien.

(i) Selon Katz, ce raisonnement est bâti sur la prémisse erronée que 16,3 milliards de dollars auraient nécessairement dû permettre de changer radicalement les choses. Il compare cette somme aux 20 milliards dépensés en 10 ans dans le petit État du Maryland simplement pour entretenir les routes et les voies de chemin de fer, et conclut que cette somme aurait pu, en effet, avoir un impact important, ne serait-ce qu'à cause

de son poids relatif par rapport à la taille de l'économie haïtienne; « mais après deux siècles de pauvreté, de dégradation et d'exploitation, même 1 600 \$ par Haïtien, homme, femme et enfant, devraient être extraordinairement bien gérés pour avoir un profond effet ».

(ii) « La plus grande erreur de tout cela est qu'il n'y a jamais eu ni 16,3 milliards de dollars ni même la moitié de cette somme à dépenser de quelque manière que ce soit. Le Bureau de l'envoyé spécial a lui-même immédiatement enlevé du total les 972 millions d'allègement de la dette vu que c'est de l'argent qu'Haïti n'a jamais eu de toute façon. Une autre somme de 3,9 milliards a été promise pour 2012 et au-delà [...] Quand on exclut ces larges sommes ainsi que les 3 milliards en dons aux ONG souvent utilisés en frais administratifs ou non encore dépensés et les 2,43 milliards d'aide humanitaire dépensés presque entièrement en dehors d'Haïti, il ne reste que 5,5 milliards qui viennent des promesses de la Conférence des donateurs. » En date de mars 2012, moins de la moitié des dons promis pour 2010 et 2011 avaient été déboursés; pour leur part, le Venezuela et les États-Unis avaient versé moins du cinquième de ce qu'ils avaient promis.

(iii) « La plus grande partie de l'argent promis par les gouvernements étrangers n'avait jamais été destinée à la consommation haïtienne. Alors que les dépenses relatives aux secours humanitaires continuaient à arriver au goutte-à-goutte tout au cours de 2010 jusqu'à atteindre la somme de 2,43 milliards à la fin, au moins 93 % de ce montant était retourné directement aux Nations Unies et aux ONG en dépenses d'équipement et de personnel, ou n'était jamais sorti du territoire des pays donateurs [...] Seulement 1 % – un peu plus de 24 millions – est allé au gouvernement haïtien [...] »

« Le secteur privé haïtien s'en est tiré encore moins bien. Du milliard de dollars ou presque que le gouvernement américain a dépensé en contrats en Haïti, seulement 22 de ces contrats – d'une valeur inférieure à 4,8 millions – sont allés à des firmes haïtiennes. »

(iv) « En dépit de l'accent mis par les donateurs sur la transparence haïtienne, il se trouve qu'il est difficile de suivre la trace de la plupart des sommes d'argent déboursées [et gérées par les pays donateurs]; 6 % [des 2,43 milliards] – soit 151 millions – demeurent sans justification [...] Si Préval et le Parlement avaient volé chaque centime de ce qu'ils ont reçu [24 millions], et rien n'indique qu'ils l'aient fait, cela n'aurait pas changé grand-chose. »

(v) « Fait inhabituel pour un désastre, une grosse portion des dépenses du gouvernement américain est passée par le département de la Défense: 465 millions entre janvier et août 2010, principalement destinés aux entrepreneurs [américains] habituels et aux dépenses de déploiement standard. Les dépenses de fonctionnement du porte-avions nucléaire *USS Carl Vinson*

ont à elles seules coûté 1 million par jour pendant chacun des 18 jours qu'il a passés dans la baie de Port-au-Prince. »

a) Des dépenses surprenantes à même « l'argent pour Haïti »

Katz relève une série de dépenses qui soulèvent des questions: réparation d'hélicoptères; contrats dont la trace est difficile à suivre, dont un de 16,7 millions de dollars; chambres louées dans des hôtels luxueux de Santo Domingo, de Tampa Bay, et au 5 étoiles Mandarin Oriental de Washington, etc.

« Le département d'État lui-même s'est battu pour trouver le pourquoi d'une dépense de 50 000 \$ en entretien d'ascenseurs payée à partir des fonds pour Haïti, et ce, dans un pays avec une douzaine d'ascenseurs en tout (cet argent a probablement été dépensé à l'ambassade américaine). »

« Pourquoi la U.S. Navy a-t-elle gaspillé 194 000 \$ de l'argent pour Haïti en équipement photo et vidéo dans un magasin de Manhattan? Pourquoi a-t-elle signé un contrat de 18 000 \$ pour un "jungle gym" avec une firme de Géorgie quand "Gorilla Big Skye I" se vend en ligne pour trois fois moins? Quelle conséquence du tremblement de terre a amené la Coast Guard à acheter une friteuse pour 4 462 \$ – le revenu d'un Haïtien sur plusieurs années – au début de 2011? En dépit de demandes répétées, les porte-parole n'ont pas répondu à ces questions. Quand sa mission s'est achevée, la Coast Guard a utilisé un contrat relatif à Haïti pour acheter des médailles et des rubans d'un magasin de l'État de Virginie. Le prix: 11 352,50 \$. »

Katz conclut son bref survol de dépenses surprenantes qui ont eu lieu à travers le département de la Défense des États-Unis à partir de l'enveloppe destinée aux opérations de secours en Haïti par un commentaire qui vaut pour plusieurs des pays donateurs: « Les énormes opérations de logistique coûtent cher, surtout quand elles font intervenir des porte-avions nucléaires et des dizaines de milliers d'intervenants. Mais il est trompeur de les appeler "argent pour Haïti", surtout quand cela donne l'impression qu'un Haïtien, quel qu'il soit, l'a détourné ou même en a tiré profit. En tout état de cause, l'essentiel de l'argent était un programme de stimulation [économique] pour les pays donateurs eux-mêmes. »

b) De l'utilisation des fonds par les ONG

Quant aux organisations non gouvernementales, elles avaient reçu quelque trois milliards de dollars. La Croix-Rouge américaine, à elle seule, avait récolté 486 millions, et l'ensemble des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à travers le monde, 1,14 milliard. Mais la mission de la Croix-Rouge n'est pas de faire du développement, ce qui la met dans une situation inconfortable quand elle reçoit plus d'argent que ce qu'elle est capable de dépenser en aide humanitaire d'urgence. ►

Entre janvier et juillet 2010, la Croix-Rouge américaine avait signé des contrats d'un montant inférieur au tiers de ce qu'elle avait récolté. « Sa présidente, Gail McGovern, s'est engagée à ce que son organisation continue à œuvrer en Haïti "jusqu'à ce que chaque dollar ait été dépensé". » Mais faire du développement a pour conséquence de « canaliser de l'argent à travers des ONG, qui en garderont une partie à titre de frais généraux et administratifs ».

Ce qui s'est passé avec la Croix-Rouge n'a rien d'exceptionnel. « Les 38 groupes d'aide qui ont répondu en janvier 2011 à un sondage du Disaster Accountability Project basé aux États-Unis ont indiqué avoir récolté 1,4 milliard et avoir dépensé seulement 731 millions au cours de l'année 2010. » Et Katz d'ajouter que « cent cinquante-huit groupes d'aide n'ont pas répondu au questionnaire ».

4. LES RATÉS DE L'AIDE HUMANITAIRE. À L'ÉCHEC DE LA RECONSTRUCTION

Après une catastrophe de cette nature, où un nombre considérable de personnes ont tout perdu, il se pose une multitude de questions. Comment assurer aux rescapés un abri provisoire avec ravitaillement en nourriture et en eau potable, installations sanitaires et conditions de sécurité, et ce, le plus rapidement possible ? Comment ramasser et transporter les débris de façon efficace ? Où faut-il les mettre ? Sur quels terrains ? À qui appartiennent les terrains vacants, et à quelles conditions peut-on les utiliser ? Comment s'assurer que les camps temporaires ne deviennent pas des bidonvilles permanents ? Où reconstruire ? Comment ? Faut-il reconstruire les quartiers ? Faut-il encourager les rescapés à s'installer ailleurs ? Comment créer les conditions pour qu'ils se prennent en main ?

Ces questions représentent un casse-tête majeur même dans les pays les plus riches et les mieux organisés. Katz décrit l'improvisation qui a marqué les tentatives de résolution de ces problèmes, les tâtonnements, les essais et les erreurs ; il donne l'exemple d'interventions faites de bonne foi, mais pas toujours bien avisées ; il analyse des stratégies et des calculs imaginés et mis en œuvre par des décideurs qui, en fin de compte, se sont révélés des apprentis sorciers.

a) Nourrir les rescapés du tremblement de terre et leur donner à boire

Comme l'indique Katz, nourrir les rescapés était une tâche complexe. Leur assurer de l'eau potable l'était tout autant. Parce qu'elle pensait qu'il y aurait des émeutes aux points de distribution de nourriture et d'eau, et « pour approvisionner les foules tout en se tenant à distance de celles-ci, la U.S. Navy a lancé des rations et des bouteilles d'eau à partir d'hélicoptères jusqu'à ce que les intervenants humanitaires se plaignent de ce que cette méthode elle-même était cause de panique.

L'armée américaine a alors tenté l'expérience de parachutages à partir de massifs avions-cargo C-17 [...] Finalement, SOUTHCOM a rejeté cette méthode parce qu'elle n'était "ni efficace ni sécuritaire" ».

On a essayé la distribution directe, mais cela ne s'est pas toujours fait sans mal. Katz décrit une scène de distribution au Champ-de-Mars qui a mal tourné, avec bousculades, tirs de semonce, panique et utilisation du poivre de Cayenne. « Il a fallu un mois pour que les travailleurs humanitaires et les militaires conviennent d'un meilleur système. La nourriture serait livrée dans 16 points de distribution autour de la capitale. Des coupons seraient distribués aux femmes, qui étaient considérées comme moins promptes que les hommes à créer des difficultés. »

b) Des abris pour les rescapés

Le tremblement de terre a eu pour effet de décongestionner la capitale, ce qui allait dans le sens de la décentralisation prônée par tous les gouvernements haïtiens. « Le tremblement de terre avait fait ce que les politiciens n'étaient pas parvenus à faire. » On estime à 600 000 le nombre de personnes ayant fui la capitale pendant les jours qui ont suivi le 12 janvier. « Il était maintenant primordial que les organisations d'aide les suivent. Au moins dans leurs communiqués, certaines puissances étrangères soulignaient qu'elles en avaient compris la nécessité. » Il fallait les suivre et leur offrir des services d'urgence là où elles se trouvaient, pour les garder en dehors de la capitale.

Partout où ils se trouvaient, « les survivants tentaient de se débrouiller, et leur premier souci était de se trouver un abri. Le 16 janvier, il y avait au moins 107 implantations à Port-au-Prince. Entre cette date et le mois de juillet, il y en aurait 1 500 autres ».

« Le 25 janvier, devant le nombre considérable de personnes forcées d'improviser un abri pour elles-mêmes, le président Préval a demandé aux donateurs internationaux de fournir 200 000 tentes de camping aux sans-abri, s'attendant à ce que des milliers d'autres s'avèrent nécessaires [...] Mais quelques jours plus tard, une nouvelle rumeur se mit à courir : la demande avait été annulée. Il n'y aurait pas de tentes. À la place, les sinistrés recevraient une espèce de bâche de toile plastifiée. Ils étaient furieux contre le président pour les avoir laissés tomber. Voici ce qui s'est passé : trois jours après qu'il eut demandé des tentes, une délégation américaine l'a amené à changer d'avis. Un groupe de conseillers menés par l'ambassadeur américain en Haïti, Kenneth Merten, et par le U.S. Special Coordinator for Relief and Reconstruction, Lewis Lucke, nouvellement arrivé, ont rencontré le président et lui ont dit que l'expérience acquise ailleurs indiquait que l'idée des tentes n'était pas bonne. » Ils prétendaient que les tentes offraient moins de place, qu'elles coûtaient plus cher, étaient

encombrantes, plus susceptibles de garder les gens là où ils se trouvaient, et qu'au Pakistan, des ONG avaient livré des tentes manquant d'étanchéité.

« Pour Haïti, les Américains ont proposé un plan en trois phases à la place de la distribution de tentes. Dans la phase d'urgence, dont ils prévoyaient l'extension jusqu'au 1^{er} mai, chaque famille recevrait une bâche. Ensuite, pendant la période de récupération, qui se déploierait à temps pour la saison des ouragans, 125 000 maisons temporaires appelées *T-shelters* seraient bâties [...] Finalement, pendant la phase de reconstruction – dont le financement devait être décidé à une conférence ultérieure des pays donateurs qui se tiendrait à New York [le 31 mars 2010] – on commencerait à bâtir de vraies maisons, des maisons permanentes. Ce qu'ils attendaient de Préval, c'était qu'il leur trouve des terrains pour la construction des *T-shelters*, de préférence assez grands pour accueillir des milliers de personnes et situés ailleurs que dans des zones inondables. » Mais dans la réalité, si la promesse de distribution de bâches a été tenue, il n'en a pas été de même du reste : « Six mois après le tremblement de terre, seulement 5 600 *T-shelters* avaient été construits sur les 125 000 promis, et aucun d'entre eux ne se trouvait à Camp Corail », dont il sera question plus loin avec plus de détails.

c) Camps provisoires ou bidonvilles permanents ?

Un des défis majeurs auxquels on faisait face était celui de limiter la croissance des camps et d'éviter qu'ils ne se transforment en bidonvilles permanents sur des terrains qu'on aurait pu utiliser pour la reconstruction. Il fallait pour cela trouver une formule d'approvisionnement des sinistrés qui soit adéquate, car ils tendaient à se regrouper là où l'aide était distribuée. C'est la raison pour laquelle l'aide humanitaire aurait dû, entre autres tâches, suivre les 600 000 personnes qui « avaient spontanément décongestionné la capitale en déménageant à la campagne dans leurs villages ancestraux ». Mais cette question a rarement été soulevée au cours des réunions du *cluster* (c'est-à-dire du regroupement) des organismes d'aide portant sur les abris.

Il ressort du livre de Katz que l'improvisation, l'amateurisme et le manque de vision ont présidé à la prise de décisions. Pour commencer, le gouvernement haïtien « était perdu. Deux jours après le tremblement de terre, Myrta Kaulard, directrice en Haïti du World Food Program [...] monta dans un hélicoptère avec un ministre de haut rang pour examiner les camps d'implantation alors en pleine expansion. Elle lui dit : "Si vous laissez aller ainsi les choses dès le début, il vous sera difficile de vous en remettre." Le ministre lui dit de ne pas s'en faire, les camps étaient provisoires. À peine quelques semaines plus tard, la nouvelle réalité était devenue indéniable. »

Les parachutistes de la 82nd Airborne, pour leur part, ont involontairement contribué à créer ce qui devait devenir le plus fameux des camps, celui auquel Sean Penn sera associé. Ils occupaient le Petionville Club. « Quand les parachutistes ont commencé à distribuer des rations et des bouteilles d'eau, les gens ont commencé à monter des tentes pour être plus proches du point de distribution, jusqu'à ce que les allées et les verts du terrain de golf se transforment en un village abritant des milliers de personnes. »

Il y eut d'autres cas de ce genre où les ONG – à l'exception notable du World Food Program qui, au contraire, « a tenté de distribuer de la nourriture en dehors des camps pour encourager leur dispersion » – ont offert, dans les camps mêmes, de la nourriture, de l'eau et des services médicaux. Cela s'explique du fait que les organismes d'aide, « qui tendent à prendre leurs instructions au pied de la lettre », ont appliqué à la situation des rescapés du tremblement de terre une terminologie légale et des procédures qui, si elles convenaient bien à un contexte de guerre, notamment au Soudan et en Afrique subsaharienne, où on avait essayé de regrouper des survivants qui se trouvaient dispersés sur de grandes étendues après avoir fui et parcouru des centaines de kilomètres, ne correspondaient pas du tout à la réalité de ces sans-abri haïtiens, qui se trouvaient dans un environnement urbain. « Beaucoup d'entre eux étaient proches de leurs anciens quartiers ; certains d'entre eux avaient même un logement qui semblait suffisamment stable pour qu'ils y passent la journée, sinon la nuit. Mais qui voudrait y retourner quand l'aide se trouvait dans les camps ? De plus, avec la fermeture prolongée des petits commerces, il y avait moins de gens capables de se permettre autre chose qu'une tente de fortune gratuite. »

« Les établissements ont grossi aussi parce qu'on n'avait presque rien enlevé des quelque 33 millions de verges cubes de débris ; on en avait d'abord été détourné par des inquiétudes quant à la sécurité, puis on n'était pas parvenu à démêler les questions compliquées relatives au régime foncier, y compris pour l'identification des sites d'entreposage des débris. Après le tremblement de terre, beaucoup de familles avaient choisi de demeurer dans les petites rues près de leurs maisons brisées, dans l'espoir que l'aide leur parviendrait là. Quand cela ne s'est pas matérialisé, ces gens-là n'avaient pas, eux non plus, d'autre choix que d'intégrer les camps. »

Katz indique que les participants aux *clusters*, ces regroupements des organismes d'aide où se prenaient les décisions, se réunissaient à l'intérieur du périmètre de sécurité de Logbase, près de l'aéroport, pour planifier leurs interventions. « Cela signifiait que peu d'Haïtiens pouvaient y participer. Et comme presque toutes les réunions avaient lieu en anglais, peu d'Haïtiens auraient compris ce qui s'y disait de toute façon. » Bien que les craintes initiales au sujet de leur sécurité se soient révélées non fondées, les participants aux *clusters* « s'aventuraient ►

rarement en ville, pour ne rien dire de la campagne». Leurs réunions de travail étaient «dominées par des questions de procédure bureaucratique. Avec des travailleurs humanitaires constamment en rotation, chacun séjournant seulement quelques semaines en Haïti, on perdait du temps, presque à chaque réunion, en mise à jour pour les nouveaux venus».

d) Le camp de Sean Penn : Le Petionville Club

Le Petionville Club abritait la base opérationnelle du 82nd Airborne de l'armée américaine. On a vu comment les parachutistes de ce groupe se sont trouvés, de façon bien involontaire, à la source de la création, sur le terrain de golf de ce club, d'un camp de sinistrés. Celui-ci sera bientôt connu à travers le monde comme le camp administré par Sean Penn, dans lequel il vit.

«Sean Penn est arrivé en Haïti neuf jours après le tremblement de terre, à la tête d'une nouvelle ONG financée par Diana Jenkins, une philanthrope née en Bosnie, sa voisine en Californie. Pendant quelques jours, l'équipe de la Jenkins-Penn Haitian Relief Organization (J/P HRO) a distribué ici et là des filtres à eau et de l'aide médicale ; puis un officier de l'armée l'a invitée à séjourner dans l'enceinte du club. De tous ceux qui faisaient partie de l'équipe, Maria Bello, une collègue de Penn, actrice devenue travailleuse humanitaire, était la personne à propos de laquelle les soldats étaient les plus enthousiastes. Un soldat m'a fait remarquer, tout excité, qu'elle avait joué le rôle d'une barmaid dans *Coyote Ugly*. Les deux acteurs ont vécu dans une grande structure temporaire blanche en forme de grange, bien abritée derrière le bâtiment principal du club, qui les protégeait des éléments.»

e) Du Petionville Club à Corail Cesselesse

Le 14 mars 2010, Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, arrive en Haïti. Le temps fort de son voyage consiste en une visite au camp de Sean Penn. On l'amène à un endroit qui surplombe le terrain de golf transformé en camp de sinistrés. «“Je me fais du souci au sujet de la saison pluvieuse qui s'approche. Qu'arrivera-t-il à ces personnes qui vivent ici ?” dit-il. Le secrétaire général se tourne lourdement vers les 45 000 personnes dans le ravin en contrebas. “Nous devons déménager ces – personnes déplacées – vers un endroit plus sûr.”» À son retour à New York, «Ban a précisé ses inquiétudes dans le *Washington Post*, écrivant que “le terrain fortement incliné” du Petionville Club “se changerait bientôt en boue dangereuse et porteuse de maladies”».

Katz fait alors deux observations :

(i) Il était important, selon lui, de comprendre à la fois «la menace [posée par une saison pluvieuse en Haïti] et ses limites». Et il était exagéré «de penser que les pluies causeraient

“une deuxième série de pertes en vies humaines” sur une échelle le moins comparables à celle du tremblement de terre selon l'avertissement que Bill Clinton devait bientôt donner, ou que le terrain deviendrait significativement plus dangereux ou porteur de maladies qu'il ne l'avait été avant le tremblement de terre».

(ii) Il était «improbable qu'un fonctionnaire si appliqué et prudent que Ban Ki-moon eût pu faire une telle déclaration sans savoir que ces gens seraient déplacés bientôt, ou au moins à quel endroit ils seraient emmenés. Il semblait savoir quelque chose que nous ne savions pas».

Katz voulut en savoir davantage, mais c'est de la bouche de Sean Penn qu'il apprendra ce qu'il en était. «À ma surprise, l'acteur répondit en détail. “Quel est le plan ou que devrait être le plan ?” [...] “Une relocalisation totale, voilà ce que devrait être le plan.” Penn commença à donner la réponse détaillée que le secrétaire général n'avait pas donnée, et son élocution était tout ce que celle de Ban n'avait pas été : démonstrative, vive, intense.»

«L'acteur a établi les paramètres de relocalisation avec la confiance d'un opérateur expérimenté : hors de Port-au-Prince (le vieux rêve de la décentralisation), pas dans une zone inondable. “Des camps urbains sur une grande échelle avec des manufactures, des terres avec droit de propriété dédiées à l'agriculture, la possibilité de bâtir des communautés.” C'était un plaidoyer passionné, qui n'avait pas peur de contredire la politique américaine – les bâches étaient une solution minable – et informée de façon impressionnante sur les besoins des squatteurs, surtout quand on considère que cela venait d'un nouvel arrivé récemment converti à l'aide humanitaire. Mais peut-être n'était-il pas hypothétique, après tout, son plaidoyer ? Quand le porte-parole du Population Fund a demandé à Penn s'il allait choisir lui-même les sites de relocalisation – une question étrange pour un travailleur humanitaire, encore plus pour une célébrité, quand on y pense –, il m'a encore surpris en disant qu'il avait eu une rencontre avec le président Préval l'autre jour à Washington et que celui-ci avait mis les membres de son gouvernement à leur disposition pour les conseiller là-dessus. “On va nous montrer quelques-uns de ces sites bientôt”, a-t-il conclu.»

«J'étais désorienté. Sean Penn avait eu une rencontre avec Préval ? À Washington ? [...] Penn, actif en politique depuis des années en tant que militant, semblait avoir franchi le prochain pas : contribuer directement à l'élaboration d'orientations politiques. Peut-être que derrière le choix du camp qu'avait visité Ban Ki-moon, il y avait autre chose que les besoins d'une simple tournée publicitaire.»

Le 19 mars, une pluie violente s'abat sur Port-au-Prince. Le camp de Sean Penn en est affecté. «L'eau a poussé les résidents dans des baignoires à remous. Les latrines ont débordé ; les

écoles sous les tentes et les abris bâchés se sont écroulés [...] C'était le chaos. La tempête semblait un portrait de ce contre quoi le secrétaire général avait adressé une mise en garde seulement cinq jours auparavant. Personne n'était mort, mais c'était arrivé à point pour tous ceux qui étaient en quête d'une justification pour paniquer.»

Entre-temps, la pression se faisait de plus en plus forte sur le président Préval pour qu'il trouve des terrains en dehors de Port-au-Prince pour la relocalisation des camps. «La commission présidentielle de relocalisation n'était pas parvenue à un accord avec les propriétaires terriens pour un territoire au nord de la capitale [...] appelé Corail-Cesselesse. Alors, le 22 mars, il fit la seule autre chose qui était en son pouvoir en tant que président: il nationalisa ce territoire [...] La base des montagnes dénudées était considérée comme une plaine d'inondation modérée [...] Pendant des années, propriétaires terriens et spéculateurs s'étaient mis en quête d'acquérir ce territoire [...] Il n'était pas clair si ces propriétaires, dont plusieurs avaient engagé des forces de sécurité privées, s'inclinaient devant l'autorité d'expropriation ni comment le gouvernement allait faire respecter sa décision. Mais le président devait agir.»

Sean Penn tint parole. Au début d'avril, quelques milliers de résidents de son camp furent déplacés en autobus et relocalisés sur une petite partie de Corail-Cesselesse, devenue Camp Corail. On leur promit que «dans les trois mois, ils recevraient chacun un solide *T-shelter*».

Ainsi, avec l'aval de Ban Ki-moon et de Clinton, Sean Penn et d'autres avaient travaillé à déplacer une partie des résidents du camp du Petionville Club vers un endroit, certes désertique et loin de tout, mais jugé plus sécuritaire quant aux risques d'inondation. Pourtant, «les gens qui connaissaient Corail disaient qu'il était inondé tout le temps, quand les eaux de pluie descendaient avec force des montagnes dénudées. Il y avait quelque chose qui clochait».

De fait, le 12 juillet 2010, «Camp Corail connut un brusque déchaînement de vents, d'éclairs et de pluies drues. Plus d'un quart des tentes blanches de luxe furent déchiquetées par le vent tandis que l'eau s'accumulait sur le sol incapable de l'absorber et formait des étangs qui forcèrent les résidents à s'enfuir en hurlant. Mais il n'y avait pas d'endroit sécuritaire où se réfugier. Six personnes furent blessées par des pieux de tentes et conduites à l'hôpital. Quelques jours plus tard, Sean Penn, de retour au terrain de golf de Pétiion-Ville, fit face à des questions au sujet de Camp Corail dans le cadre du programme de télévision *Democracy Now!*. «Ils sont dans un mauvais endroit», admit le chevalier [de l'Ordre national haïtien Honneur et Mérite], puis il dit, en désignant le camp de squatteurs derrière lui, «et un meilleur mauvais endroit que celui-ci.»»

f) Pourquoi Corail Cesselesse ?

Si l'on s'en tient aux arguments avancés pour justifier la création de Camp Corail, à savoir la sécurité des sinistrés du tremblement de terre, il y avait donc, selon Katz, «quelque chose qui clochait». Quelle en était alors la vraie raison ?

La thèse de Katz, qu'il a eu l'occasion d'exposer dans plusieurs dépêches et articles, et qu'il rassemble dans son livre, est la suivante.

(i) Avant d'être nommé coprésident de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti en mars 2010, Clinton était déjà envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti depuis 2009. Et en tant qu'envoyé spécial, il avait «une vision et un plan», qui s'articulaient autour du rapport produit en 2009 par Paul Collier, «un professeur d'économie à Oxford, ancien directeur du Development Research Group de la Banque mondiale [...] En 2008, Ban Ki-moon l'invita à être son conseiller spécial sur Haïti, bien que Collier eût surtout étudié les pays africains et n'eût jamais mis les pieds en Haïti auparavant. Il visita cette nation des Caraïbes pendant cinq jours, puis écrivit son rapport: *Haïti: From Natural Catastrophe to Economic Security*».

Cinq jours, c'est suffisant pour comprendre ce qui convient à un pays tout entier quand on est un «planificateur». Katz cite William Easterly, professeur d'économie à la New York University (NYU), selon qui il y a deux sortes de théoriciens du développement: les planificateurs et les chercheurs. «“Un planificateur pense qu'il connaît déjà les réponses.” [...] “Un chercheur admet qu'il ne connaît pas les réponses à l'avance; il croit que la pauvreté est un enchevêtrement de facteurs politiques, sociaux, historiques, institutionnels et technologiques.” Pour un planificateur comme Collier, les usines de vêtements représentent une solution naturelle, avec le bénéfice marginal d'être bonnes pour les affaires aux États-Unis. Un chercheur, pour sa part, pourrait se demander en quoi des emplois qui paient trop peu pour que l'on puisse mettre un peu d'argent de côté, n'offrent aucune sécurité, et, seulement dans de rares cas, donnent la possibilité de recevoir une formation ou une promotion seraient différents de la vente de jus dans les rues et, plus encore, seraient susceptibles de mener à un boom économique.»

Collier indique dans son rapport que «l'industrie du vêtement a l'ampleur qu'il faut pour offrir plusieurs centaines de milliers d'emplois aux Haïtiens, et pour le faire sur une période de quelques années à peine». Il s'agit de tabler sur les bas salaires payés aux ouvriers haïtiens et de tirer profit de la loi HOPE II qui permet à Haïti d'exporter vers les États-Unis des millions de mètres carrés de vêtements sans avoir à payer de droits de douane. «Quand Collier écrivit son rapport, le salaire minimum en Haïti était de 1,75 \$ par jour.» Mais ceux qui connaissent bien ce secteur considèrent que ►

les salaires tendent à augmenter parallèlement à l'augmentation de la valeur ajoutée des produits et à l'amélioration du savoir-faire des ouvriers: «L'industrie du vêtement emploierait des Haïtiens jusqu'à ce que leur aptitude croissante à produire pousse les salaires vers le haut, et à ce moment-là, les usines s'en iraient ailleurs. Et qu'arriverait-il alors aux Haïtiens? Collier n'en a pas parlé dans son rapport.» Quoi qu'il en soit, avec le passage à l'étape de reconstruction, «le rapport Collier a fait de nouveau la manchette des journaux en tant que pilier du plan à long terme».

(ii) Enjeu traditionnel de luttes parfois sanglantes, la terre était aussi «au centre de la paralysie post-séisme. Car qu'il s'agisse d'enlever des débris ou au contraire de les décharger, de bâtir des *T-shelters* ou d'entreprendre des projets de reconstruction, il faut savoir à qui appartiennent les terrains où cela va se passer».

Avec la destruction du bâtiment de la Direction générale des impôts qui abritait la conservation foncière, il était encore plus difficile qu'auparavant de savoir qui possédait quoi et d'arbitrer entre différents prétendants. Et maintenant que Corail avait été nationalisé, on pouvait s'attendre à des prétentions et contestations, car sept millions de dollars, que l'on s'attendait à voir grossir après la conférence de New York, avaient été mis de côté aux fins de compensation.

(iii) La compagnie Nabatec S. A., censée posséder Corail Cesselesse, était en train de négocier la création d'un parc industriel – «ce qui, en Haïti, tendait à vouloir dire une usine de vêtements» – avec un fabricant de vêtements sud-coréen appelé Sae-A Trading Co., Ltd. Selon Katz, l'établissement de Camp Corail répondait au projet de créer une communauté de travailleurs sur place. Tout le monde, ou presque, allait y trouver son compte:

- la compagnie coréenne, qui emploierait ces travailleurs;
- la compagnie haïtienne («Quelques millions en compensation seraient peu de chose s'il [Gérard-Émile ("Aby") Brun, le président de Nabatec] pouvait promettre à Sae-A la création imminente d'une communauté de travailleurs sur place.»);
- le président Préval («Cela faisait des années que le président pensait à l'utiliser [cette zone] pour y créer des communautés.»);
- les autorités américaines («Depuis 2006, le Congrès avait régulièrement élargi l'accès sans droits de douane du marché américain aux vêtements fabriqués en Haïti.»);
- Clinton («Cela aurait pu aussi expliquer pourquoi Bill Clinton, quand on lui posa des questions au sujet de l'expropriation des terres en mars, avait imaginé "100 000 emplois créés par la relocalisation" c'était, selon le rapport Collier,

le nombre exact d'emplois qui pourraient résulter d'une expansion de l'industrie du vêtement.»);

- Ban Ki-moon («Sae-A avait un allié probable aux Nations Unies. Avant de devenir secrétaire général, Ban Ki-moon avait été ministre des Affaires étrangères et du Commerce de la Corée du Sud. Ce pays asiatique avait tiré une bonne part de son succès de l'industrie du vêtement.»);
- Sean Penn? («Est-ce que tout ceci avait fait l'objet de discussions quand Ban Ki-moon avait visité le camp de Pétion-Ville en mars? Même Sean Penn, quand nous nous sommes parlé, avait mentionné le besoin d'emplois manufacturiers comme une priorité dans le choix des terrains destinés à la relocalisation. Quand il a rencontré Préval en mars, a-t-il découvert que c'était la raison pour laquelle il enverrait les gens à Corail? La question se posait.»)

g) Échec du projet d'usine de vêtements à Corail Cesselesse

Selon le plan exposé par Katz, le peuplement de Corail Cesselesse était censé se faire de manière contrôlée. «Pour Ban Ki-moon et Bill Clinton, Corail aurait permis au rapport Collier de prendre vie [...] Selon un rapport de 2011 – compilé par l'International Finance Corporation (IFC), un bras de la Banque mondiale, après que les plans furent devenus publics –, Nabatec avait prévu un site de 2 400 acres, avec un "parc pour vêtements" de 116 acres, un parc pour l'industrie légère de 148 acres, un "centre administratif" et un développement diversifié regroupé autour de nouveaux quartiers.»

Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu. «L'IFC a noté que les problèmes liés aux droits de propriété de la terre, la non-compensation de Nabatec, et surtout "la massive occupation informelle des terrains" avaient entravé le projet. La migration contrôlée à partir du camp de Sean Penn que Brun et Nabatec avaient voulue pour fournir l'avant-garde d'une force de travail s'était transformée en une avalanche de squatteurs occupant l'espace requis pour bâtir des usines. Attirés par la possibilité de terrains gratuits ou peu chers et par la perspective de plus en plus mythique d'un futur développement, les squatteurs établirent des colonies illégales un peu partout sur les collines environnantes, où les risques de glissements de terrain et d'inondations étaient aussi grands que dans n'importe quel camp de la zone métropolitaine. Elles grandirent jusqu'à former bientôt le plus grand camp de personnes déplacées. [...] En devenant permanent, Corail menace même d'éclipser Cité Soleil et de devenir le plus grand bidonville du pays.»

h) De Corail à Caracol

«À la fin, le projet industriel de Corail a été abandonné. Sae-A, le gouvernement haïtien et le département d'État américain

ont tourné leur attention vers un des autres “pôles de croissance” envisagés, à des centaines de milles au nord, sur la côte entre le Cap et la frontière avec la République dominicaine, pour y bâtir un parc de vêtements dans une zone appelée Caracol – plus loin des bureaucrates de Port-au-Prince, des squatteurs déplacés et autres regards indiscrets.»

i) Conflits d'intérêts ? Corruption ?

Il y a, à deux reprises dans le livre de Katz, des allégations spécifiques de conflit d'intérêts. L'une concerne Gérard-Émile Brun, qui siégeait à la commission de relocalisation au moment où le choix de Camp Corail était à l'étude. L'autre concerne Lewis Lucke: après avoir travaillé à convaincre le président Préval d'endosser le programme des *T-shelters*, il est retourné au secteur privé et est devenu consultant pour des compagnies qui s'occupaient, entre autres, de la construction de ces abris. Katz précise, par ailleurs, que Brun et Lucke ont nié tous les deux s'être trouvés en situation de conflit d'intérêts.

En ce qui a trait, de façon plus générale, à la corruption, voilà ce qu'en dit Katz: «Ceux qui accusent Haïti de corruption utilisent souvent ce terme d'une manière très large, qui ne se justifie pas. Un client qui paie un serveur pour avoir une meilleure table, un policier de la circulation qui extorque un dollar d'un conducteur, des importateurs qui s'entendent pour fixer les prix, et un officiel qui détourne l'aide humanitaire vers un compte privé peuvent tous être traités de “corrompus”, mais quand on rencontre un exemple d'un de ces cas, cela ne dit pas grand-chose de la probabilité d'occurrence des autres. De plus, des pratiques condamnables dans un contexte sont acceptables dans d'autres. Il est courant pour les parlementaires américains d'appuyer des projets de loi profitant à des compagnies qui ont fait du lobbying auprès d'eux, puis d'aller faire des millions en tant que lobbyistes ou en travaillant pour ces mêmes compagnies [...] Cette façon de faire est tellement ancrée dans la culture de Washington qu'elle ne fait pas sourciller grand-monde. Ceux qui se plaignent de ce que ce système de portes tournantes est un exemple de corruption risquent qu'on leur fasse remarquer qu'ils ne comprennent tout simplement pas.»

5. CE QUE JE RETIENS DE *THE BIG TRUCK THAT WENT BY*

Le livre de Katz a bénéficié d'une mise en marché qui visait à obtenir le maximum d'impact. C'est ainsi que sa publication, annoncée longtemps d'avance et prévue officiellement pour le 8 janvier 2013, même s'il se trouvait déjà dans beaucoup de librairies avant cette date, a été précédée d'un concert d'hyperboles (par exemple «*Katz has written THE book*»), qui m'a paru exagéré. L'ayant lu en détail, et deux fois plutôt qu'une, je suis en mesure d'affirmer qu'il s'agit là d'un livre

remarquablement bien écrit, qui présente un panorama global convaincant de la situation d'Haïti avant, pendant et après le séisme. C'est le récit frappant d'une histoire qui prend vie sous les yeux du lecteur; un livre qui met à la portée de celui-ci des informations et des réflexions qui prennent tout leur sens parce qu'elles sont reliées les unes aux autres et sont intégrées dans une structure narrative cohérente. Étant donné qu'il s'agit d'un pays dans lequel la transparence n'est pas la norme et où le journalisme d'enquête s'exerce au prix de mille difficultés, cela n'a tout simplement pas de prix. Il s'agit, en plus, d'un livre indexé et documenté dans les règles de l'art, ce qui en fait un ouvrage de référence. Avant même sa publication, *The Big Truck That Went By* a reçu le J. Anthony Lukas Work-in-progress Award. Le produit final est, à mon avis, du calibre de nombreuses œuvres qui ont été couronnées de prix prestigieux tels que le Pulitzer.

Le regard que Katz porte sur Haïti et les Haïtiens est direct et franc, jamais insultant, jamais complaisant. Cela se voit, par exemple, dans la description de ses rapports décomplexés avec son collègue Evens Sanon et avec d'autres Haïtiens. En tant qu'homme de terrain, il a eu une connaissance de première main de ce qu'a été la vie après le tremblement de terre, y compris dans les camps, connaissance qu'il partage avec nous tout au long de son livre, à travers, entre autres, le récit des efforts déployés par les membres d'une famille haïtienne ordinaire, la famille Chéry, pour forger son avenir après avoir tout perdu.

La franchise de son propos donne une touche d'authenticité à l'ensemble. Ainsi en est-il de scènes où il n'a pas du tout le beau rôle et de ce passage où il partage avec sonoureuse Claire Payton, une étudiante au doctorat de la NYU venue recueillir les récits des sans-voix, un moment de désenchantement pendant lequel elle lui dit: «Jonathan? *Fuck this place.*» Et Katz d'opiner: «Il y a des mots que vous ne pouvez vraiment comprendre que quand vous réalisez qu'on ne peut pas aimer Haïti sans en sortir blessé. Aimer Haïti, c'est aimer une chose qui ne s'aime peut-être pas elle-même, mais c'est quand même de l'amour malgré tout.»

Avec son livre, Katz nous tend un miroir. L'image qui s'y reflète n'est pas belle à voir. C'est celle d'un pays où (i) «les fonctions de l'État [ont été] prises en charge, mais jamais remplacées, par un système *ad hoc* de groupes d'aide étrangers et d'ONG»; (ii) «le pouvoir des groupes d'aide d'agir sans supervision et sans avoir de comptes à rendre [est] absolu»; (iii) «les Haïtiens ne [peuvent] d'aucune façon faire appel d'une décision prise par une ONG, poursuivre un mauvais soldat des Nations Unies devant les tribunaux, ou voter contre un projet de l'USAID qui n'est pas le bienvenu dans un quartier»; (iv) le gouvernement et la société sont impuissants devant l'entêtement d'un organisme international censé promouvoir, entre autres beaux principes, le progrès social et les droits de l'homme à éluder sa responsabilité dans l'introduction ►

d'un virus qui a causé la mort de milliers de personnes et qui est là pour rester; (v) après une visite de cinq jours, on peut opiner doctement sur ce qui convient à l'ensemble de la société, et que cette opinion devienne « parole d'évangile » pour un autre visiteur occasionnel, sorte de « gouverneur » selon le sobriquet dont la presse locale l'a affublé, lequel, à son tour, aura le pouvoir d'exercer des pressions sur des gouvernements successifs pour les forcer à en faire leur évangile, eux aussi; (vi) on permet à un nouveau venu, certes photogénique et oscarisé, « d'exercer un niveau d'influence qui va très au-delà de ses qualifications et de son expertise »; (vii) l'élaboration d'orientations politiques devant régir le sort de milliers de personnes vulnérables, voire celui du pays tout entier, est

confiée à des apprentis sorciers non identifiés et non élus, qui opèrent dans l'opacité et la tromperie.

Que faire? Nous pouvons, bien entendu, céder à la tentation facile de briser le miroir. Nous pouvons aussi, au contraire, travailler collectivement à changer la réalité qui s'y reflète. À nous de choisir, et de vivre avec les conséquences de notre choix. ■

BIBLIOGRAPHIE

- KATZ, J. M. (2013). *The Big Truck That Went By: How the World Came to Save Haiti and Left Behind a Disaster*, Palgrave Macmillan, 320 p.

Jean-Marie Bourjolly, Ph.D. est mathématicien, professeur titulaire de logistique à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.

